

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:	
ar piesūšanu:	bez piesūšanas:
par Ls	(sapēmēt ekspedīcijā)
gadu 22,—	par Ls
1/2 gadu 12,—	gadu 18,—
3 mēn. 6,—	1/2 gadu 10,—
1 2,—	3 mēn. 5,—
Piesūtot pa pastu un pie atkalpārdevējiem 1,70	Par atsevišķu numuru 10

Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:
Rīga, pili 2. ist. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12



oficiāls laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīga, pili 1. ist. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:	
a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienlejīgām rindījām.	Ls 4,—
b) par katrai tālāku rindīju	“ 15
c) citu iestāžu sludinājumi par katrai vienlejīgu rindīju	“ 20
d) no privātiem par katrai vienīsl. rindīju (par obligāt. sludin.)	“ 25
d) par dokumentu pazaudešanu no katras personas.	“ 80

211. N

Otrdien, 1935. g. 17. septembrī

Astotpadsmitais gads

Likums par konvenciju audzinoša rakstura filmu starptautiskās apgrozības atvieglošanai.

Rīkojums par ārvalstu laukstrādnieku izpelnītās algas apmaiņu ārzemju valūtā.

Pārgrozījumi un papildinājumi 1935. g. 27. jūnijā apstiprinātā „Virsmežniecību sadalījumā takses šķirās“.

Instrukcija par mežu resora darbinieku dienesta apģērba veidu, iegādi un valkāšanu. Pārgrozījumi rīkojumā par 1935. g. ražas linu un kaņepāju šķiedras iepirkšanas cenām. Muitas departamenta rīkojumi.

Ministru kabinets 1935. g. 10. septembrī ir pieņemis un Valsts Prezidents izstudiina šādu likumu:

Likums par konvenciju audzinoša rakstura filmu starptautiskās apgrozības atvieglošanai.

1. Ženēvā 1933. gada 11. oktobri parakstītā konvencija audzinošā rakstura filmu starptautiskās apgrozības atvieglošanai ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināmā 1. pantā minētā konvencija un tās tulkojums latviešu valodā.

3. Konvencija stājas spēkā viņas XVIII pantā noteiktā laikā un kārtībā.

Rīga, 1935. g. 17. septembrī.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif.

Sa Majesté le Roi des Albanais; le Président des États-Unis d'Amérique; le Président fédéral de la République d'Autriche; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes; le Président de la République du Chili; Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande; Sa Majesté le Roi d'Egypte; le Président de la République de Finlande; le Président de la République française; le Président de la République hellénique; Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie; Sa Majesté le Roi d'Italie; le Président de la République de Lettonie; Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco; le Président de la République de Nicaragua; Sa Majesté le Roi de Norvège; le Président de la République de Panama; le Président de la République de Pologne; Sa Majesté le Roi de Roumanie; Sa Majesté le Roi de Suède; le Conseil fédéral suisse; le Président de la République de l'Uruguay.

Convaincus qu'il y a un grand intérêt à faciliter la circulation internationale des films éducatifs de tous ordres, qui contribuent à la compréhension mutuelle des peuples conformément aux buts de la Société des Nations et favorisent ainsi le désarmement moral ou qui constituent des moyens particulièrement efficaces de progrès physique, intellectuel et moral;

Constatant que les films éducatifs sont insuffisamment connus et que leur diffusion internationale se heurte encore à de nombreuses difficultés;

Considérant que les droits de douane sont fréquemment une entrave sérieuse à la production et à la circulation de ces films, sans qu'il en résulte des avantages financiers appréciables pour les États,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Albanais:

M. Leç KURTI, Ministre résident, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Le Président des États-Unis d'Amérique:

M. Curtis T. EVERETT, Consul à Genève.

Le Président fédéral de la République d'Autriche:

M. Emerich PFLÜGL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Représentant permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Eugène DU BOIS, Premier Secrétaire de la Légation à Berne.

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations:

Le Très Honorable Douglas H. HACKING, M. P., Sous-Secrétaire d'État parlementaire au Ministère de l'Intérieur.

Pour l'Inde:

Sir Brojendra Lal MITTER, K. C. S. I., „Law Member“ du Conseil exécutif du Gouverneur général de l'Inde.

Le Président de la République du Chili:

M. Enrique J. GAJARDO, Chef du Bureau permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

M. William BORBERG, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi d'Egypte:

Mahimoud FAKHRY pacha, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République française.

Le Président de la République de Finlande:

Le docteur Rudolf HOLSTI, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République française:

M. René MASSIGLI, Ministre plénipotentiaire, Chef du Service français de la Société des Nations.

Le Président de la République hellénique:

M. R. RAPHAËL, Délégué permanent auprès de la Société des Nations; M. A. CONTOUMAS, Premier Secrétaire de la Délégation permanente auprès de la Société des Nations.

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie:

M. Ladislas TAHY de TAHVĀR et TARKEŌ, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

M. Giovanni Cesare MAJONI, Ambassadeur.

Le Président de la République de Lettonie:

M. Jules FELDMANS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco:

M. Xavier-John RAISIN, Consul général à Genève.

Le Président de la République de Nicaragua:

Le docteur Tomás Francisco MEDINA, Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. Peter Hersleb BIRKELAND, Conseiller de Légation, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Le Président de la République de Panama:

Le docteur Raoul A. AMADOR, Ministre résident.

Le Président de la République de Pologne:

M. Edouard RACZYŃSKI, Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Roumanie:

M. le Professeur V. V. PELLA, Ministre plénipotentiaire.

Sa Majesté le Roi de Suède:

M. K. I. WESTMAN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Le Conseil fédéral suisse:

M. Camille GORGÉ, Premier chef de Section au Département politique fédéral.

Le Président de la République de l'Uruguay:

Le docteur Alfredo de CASTRO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse, près Sa Majesté le Roi des Belges et près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

La présente Convention s'applique aux films qui visent, selon des méthodes didactiques, un but éminemment éducatif international, et rentrent dans l'une des cinq catégories suivantes:

- a) Les films destinés à faire connaître l'œuvre et les buts de la Société des Nations ainsi que des autres organisations internationales reconnues généralement par les Hautes Parties contractantes;
- b) Les films conçus en vue de l'enseignement à tous les degrés;
- c) Les films pour la formation et l'orientation professionnelle, y compris les films de technique industrielle ainsi que les films pour l'organisation scientifique du travail;
- d) Les films de recherches scientifiques ou techniques, ou de vulgarisation scientifique;
- e) Les films d'hygiène, d'éducation physique, de prévoyance et d'assistance sociale.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que les dispositions de l'article premier s'appliquent aux films éducatifs se présentant sous l'une ou l'autre des formes suivantes:

- a) Négatifs impressionnés, développés;
- b) Positifs impressionnés, développés.

La présente Convention s'applique également à toutes les formes de reproduction du son, telles que les disques complémentaires du film et films acoustiques.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à assurer, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention, l'exemption, de tous droits de douane et de toutes taxes accessoires, de quelque nature qu'ils soient, pour l'importation définitive ou temporaire, le transit et l'exportation des films ayant un caractère éducatif international, produits par des entreprises ou institutions établies sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes.

Cette exemption ne s'applique pas aux droits qui pourraient être imposés en vue de couvrir les dépenses entraînées par la présentation d'un film à l'autorité nationale conformément à l'article V.

Elle ne s'applique non plus aux autres droits frappant, dans tous les cas, l'importation de marchandises, alors même qu'il s'agit de marchandises exemptées de droits de douane, quelle que soit l'origine ou la nature des marchandises, par exemple les droits de statistique et de timbre.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à ne pas soumettre les films exempts de droits de douane aux termes de la présente Convention à des taxes intérieures, autres ou plus élevées, ou à des règles, formalités et mesures de vente, de circulation ou de toute nature, autres que celles auxquelles sont assujettis les films éducatifs produits dans le pays.

Article IV.

Tout film, y compris toute forme complémentaire de reproduction de son, pour lesquel l'admission en franchise serait demandée conformément à la présente Convention sera soumis, pour examen, à l'Institut international du Cinématographe éducatif, qui, s'il reconnaît que le film présente un caractère éducatif international, au sens de l'article premier, délivrera un certificat à cet effet sous la forme indiquée dans le règlement d'exécution visé à l'article XIII.

Si une des Hautes Parties contractantes considère qu'un film pour lequel un certificat a été délivré par l'Institut international du Cinématographe éducatif ne correspond pas aux stipulations de l'article premier, elle pourra, en exposant ses raisons, demander un second examen du film. L'Institut retirera le certificat si les raisons données par la Partie contractante en question lui paraissent justifiées.

Article V.

Sur présentation de ce certificat et dans le cas où l'exemption de droits de douane n'est pas d'ores et déjà accordée par la législation intérieure, la douane ou les autres services intéressés du pays dans lequel on désire importer le film, accorderont les facilités nécessaires pour la présentation du film à l'autorité nationale qui a qualité pour décider s'il y a lieu d'admettre le film en franchise.

L'autorité nationale compétente est seule qualifiée pour se prononcer sur la question de savoir si, eu égard au système pédagogique du pays, le film doit être considéré comme éducatif d'un point de vue national et de ce fait admis en franchise, conformément à la présente Convention.

L'autorité nationale notifiera sa décision à l'Institut international du Cinématographe éducatif.

La décision prise à cet égard pourra donner lieu, conformément à l'article VI, à un échange de vues entre les pays intéressés.

Article VI.

Dans le cas où les autorités du pays importateur refusent l'admission en franchise d'un film en contestant le caractère éducatif du film d'un point de vue national, le gouvernement du pays où est établie l'entreprise ou l'institution productrice du film peut, s'il estime avoir, pour des raisons d'ordre culturel national, un intérêt à la diffusion du film, adresser une demande amicale au pays importateur. Les deux gouvernements examineront ensemble la question et, ce faisant, profiteront, dans toute la mesure possible, de l'avis de l'Institut international du Cinématographe éducatif.

Article VII.

L'Institut international du Cinématographe éducatif établira le plus tôt possible et publierà périodiquement un catalogue des films pour lesquels il aura délivré un certificat conformément à l'article IV.

Ce catalogue fera mention également des décisions qui auront été prises par les autorités compétentes des pays auxquels l'importation aura été demandée. Il sera publié dans les cinq langues officielles de l'Institut (allemand, anglais, espagnol, français, italien); il reproduira pour chaque film les renseignements contenus dans les certificats; et il sera communiqué aux gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Lesdites Parties s'engagent à favoriser, par les moyens qui leur paraîtront les plus efficaces, la diffusion du catalogue publié par l'Institut.

Article VIII.

Rien, dans la présente Convention, ne portera atteinte au droit des Hautes Parties contractantes d'exercer la censure des films conformément à leur propre législation ou de prendre des mesures de prohibition ou de limitation à l'importation ou au transit desdits films, pour des raisons de sûreté ou d'ordre publics.

Article IX.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en signant la Convention ou en y adhérant, se réservé le droit de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation pour des raisons tirées de la nécessité de se défendre contre un envahissement de son marché par des films de provenance étrangère.

Toute Partie contractante qui fera usage du droit qu'elle se serait réservé devra indiquer les raisons de son attitude à l'Institut international du Cinématographe éducatif.

Ces raisons seront communiquées par l'Institut international du Cinématographe éducatif aux gouvernements des États parties à la Convention.

Article X.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à rechercher entre elles les moyens de réduire au minimum les restrictions qui pourraient entraver la circulation internationale des films éducatifs visés à l'article premier.

Article XI.

Les différends concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, exception faite pour les dispositions des articles V, VIII et IX, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Si les Hautes Parties contractantes entre lesquelles surgit un différend, ou l'une d'entre elles, ne sont pas parties au Protocole portant la date du 16 décembre 1920 relatif à la Cour permanente de Justice internationale, ce différend sera soumis, à leur gré et conformément aux règles constitutionnelles de chacune d'elles, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à tout autre tribunal d'arbitrage.

Article XII.

Les Hautes Parties contractantes feront connaître à l'Institut international du Cinématographe éducatif, dans les six mois qui suivront la mise en vigueur sur leur territoire de la présente Convention:

a) Les autorités qualifiées pour accorder, conformément à l'article V l'admission en franchise des films éducatifs;

b) Les mesures prises pour assurer l'exécution des dispositions de la présente Convention.

L'Institut international du Cinématographe éducatif communiquera aux Hautes Parties contractantes les renseignements prévus aux alinéas a) et b) de cet article.

Article XIII.

Le Conseil d'administration de l'Institut international du Cinématographe éducatif arrêtera un règlement concernant la procédure d'exécution de la présente Convention, ainsi que les droits à percevoir par l'Institut pour la délivrance des certificats prévus à l'article IV et pour la publication du catalogue visé à l'article VII. Ce règlement, y compris le modèle du certificat et les droits à percevoir, sera soumis pour approbation au Conseil de la Société des Nations.

Article XIV.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, pourra être signée jusqu'au 11 avril 1934 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout État non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention à cet effet.

Article XV.

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non membres, visés à l'article XIV, en indiquant la date à laquelle ce dépôt aura été effectué.

Article XVI.

À partir du 12 avril 1934, tout Membre de la Société des Nations et tout État non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention pourra y adhérer.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui notifiera le dépôt et la date de ce dernier à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non membres visés à l'alinéa précédent.

Article XVII.

Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que les ratifications ou adhésions auront été déposées au nom de cinq Membres de la Société des Nations ou États non membres.

Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout État non membre visé à l'article XIV, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article XVIII.

La présente Convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations quatre-vingt-dix jours après la date du procès-verbal visé à l'article XVII. Elle entrera alors en vigueur.

A l'égard de chacun des Membres ou États non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Article XIX.

1. La présente Convention pourra être dénoncée à l'expiration d'une période de trois années à partir de la date à laquelle elle sera entrée en vigueur.

2. La dénonciation de la Convention s'effectuera par une notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui informera tous les Membres de la Société et les États non membres, visés aux articles XIV et XVI, de chaque notification, ainsi que de la date de la réception.

3. La dénonciation prendra effet un an après la réception de la notification.

Article XX.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera à tous les territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. Chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment après l'expiration de la période de trois ans prévue à l'article XIX, déclarer qu'elle entend cesser l'application de la présente Convention pour l'ensemble ou pour toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration six mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux États non membres les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article ainsi que les dates de leur réception.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le onze octobre mil neuf cent trente-trois, en un seul exemplaire, qui sera conservé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Membres de la Société et aux États non membres, visés à l'article XIV.

Convention for Facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character.

His Majesty the King of the Albanians; the President of the United States of America; the Federal President of the Austrian Republic; His Majesty the King of the Belgians; His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India; the President of the Republic of Chile; His Majesty the King of Denmark and Iceland; His Majesty the King of Egypt; the President of the Republic of Finland; the President of the French Republic; the President of the Hellenic Republic; His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary; His Majesty the King of Italy; the President of the Latvian Republic; His Serene Highness the Prince of Monaco; the President of the Republic of Nicaragua; His Majesty the King of Norway; the President of the Republic of Panama; the President of the Polish Republic; His Majesty the King of Roumania; His Majesty the King of Sweden; the Swiss Federal Council; the President of the Republic of Uruguay.

Convinced that it is highly desirable to facilitate the international circulation of educational films of every kind, which contribute towards the mutual understanding of peoples, in conformity with the aims of the League of Nations and consequently encourage moral disarmament or which constitute especially effective means of ensuring physical, intellectual and moral progress;

Noting that educational films are insufficiently known and that their international circulation encounters numerous difficulties;

Considering that Customs duties often constitute a serious obstacle to the production and circulation of these films and that States do not obtain any appreciable compensating financial advantage;

Have appointed as their Plenipotentiaries the following:

His Majesty the King of the Albanians:

M. Lec KURTI, Resident Minister, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the United States of America:

M. Curtis T. EVERETT, Consul at Geneva.

The Federal President of the Austrian Republic:

M. Emerich PFLÜGL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Permanent Representative accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of the Belgians:

M. Eugène DU BOIS, First Secretary of the Legation at Berne.

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations:

The Right Honourable Douglas H. HACKING, M. P., Parliamentary Under-Secretary of State, Home Office.

For India:

Sir Brojendra Lal MITTER, K.C.S.I., Law Member of the Executive Council of the Governor-General of India.

The President of the Republic of Chile:

M. Enrique J. GAJARDO, Head of the Permanent Office accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Denmark and Iceland:

M. William BORBERG, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Egypt:

Mahmoud FAKHRY Pacha, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the President of the French Republic.

The President of the Republic of Finland:

Dr. Rudolf HOLSTI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the French Republic:

M. René MASSIGLI, Minister Plenipotentiary, Head of the French League of Nations Office.

The President of the Hellenic Republic:

M. R. RAPHAËL, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.
M. A. CONTOUMAS, First Secretary of the Permanent Delegation accredited to the League of Nations.

His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary:

M. Ladislás TAHY de TAHVÁR et TARKEÖ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Head of the Delegation accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Italy:

M. Giovanni Cesare MAJONI, Ambassador.

The President of the Latvian Republic:

M. Jules FELDMANS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Serene Highness the Prince of Monaco:

M. Xavier-John RAISIN, Consul-General at Geneva.

The President of the Republic Nicaragua:

Dr. Tomás Francisco MEDINA, Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Norway:

M. Peter Hersleb BIRKELAND, Counsellor of Legation, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

The President of the Republic of Panama:

Dr. Raoul A. AMADOR, Resident Minister.

The President of the Polish Republic:

M. Edouard RACZYŃSKI, Minister Plenipotentiary, Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

His Majesty the King of Roumania:

Professor V. V. PELLA, Minister Plenipotentiary.

His Majesty the King of Sweden:

M. K. I. WESTMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council.

The Swiss Federal Council:

M. Camille GORGÉ, First Head of Section in the Federal Political Department.

The President of the Republic of Uruguay:

Dr. Alfredo de CASTRO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council, to His Majesty the King of the Belgians and to Her Majesty the Queen of the Netherlands.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

Article I.

The present Convention shall apply to films which, based on didactic methods, have eminently international educational aims and fall within one of the five following categories:

- (a) Films designed to supply information with regard to the work and aims of the League of Nations and other international organisations which are generally recognised by the High Contracting Parties;
- (b) Films intended for use in education of all grades;
- (c) Films intended for vocational training and guidance, including technical films relating to industry and films relating to scientific management;
- (d) Films dealing with scientific or technical research or designed to spread scientific knowledge;
- (e) Films dealing with health questions, physical training, social welfare and relief.

Article II.

The High Contracting Parties agree that the provisions of the preceding paragraph apply to educational films in either of the following forms:

- (a) Negatives, exposed and developed;
- (b) Positives, printed and developed.

The present Convention applies equally to all forms of sound reproduction such as gramophone records supplementary to the film and acoustic films.

Article III.

The High Contracting Parties undertake to accord, within six months from the coming into force of the present Convention, exemption from all Customs duties and accessory charges of any kind in respect of the importation, permanent or temporary, transit and exportation of films of an international educational character produced by concerns or institutions established in the territory of one of the High Contracting Parties.

This exemption does not apply to such charges as may be imposed for the purpose of defraying any expenses incurred in connection with the submission of a film to the national authority under Article V.

Neither does it apply to such other charges as are made in all cases on the importation of goods, even when the latter are exempt from Customs duty, and irrespective of their origin or nature, as, for example, statistical fees and stamp duties.

The High Contracting Parties further undertake not to subject the films exempted from duty under the Convention to internal taxes other or higher than, or to rules, formalities or any treatment (relating to sale, circulation or other matters) different from, those to which educational films produced in the country concerned are subject.

Article IV.

Every film, including any form of sound reproduction supplementary to it, for which exemption from Customs duties is to be claimed in accordance with the present Convention, shall be submitted to the International Educational Cinematographic Institute for examination, and the Institute, if satisfied that the film is of an international educational character within the meaning of Article I, shall issue a certificate to that effect in the form shown in the Executive Regulations mentioned in Article XIII.

If one of the High Contracting Parties considers that a film for which a certificate has been issued by the International Educational Cinematographic Institute is not in conformity with the clauses of Article I, it may ask that the film be submitted for a second examination, stating its reasons for the request. The Institute will withdraw the certificate if it considers that the reasons stated are adequate.

Article V.

On presentation of such certificate and where exemption from Customs duty is not already given by internal legislation, the necessary facilities for the submission of the film to the national authority competent to grant exemption from Customs duties shall be accorded by the Customs or other departments concerned of the country into which it is desired to import the film.

The decision of the competent national authority as to whether, having regard to their educational system, the film is to be accepted as educational from a national point of view and thus entitled to exemption from Customs duties in accordance with the present Convention shall be final.

The national authority will communicate its decision to the International Educational Cinematographic Institute.

The decision may form the subject of friendly conversation between the countries concerned, as provided for in Article VI.

Article VI.

If the authorities of the importing country refuse to grant exemption from Customs duties to a film because they do not admit its educational character from the point of view of their country, the Government of the country where the concern or institution which has produced the film is established may, if it considers that it has an interest in the circulation of the film on national culture grounds, make friendly representations to the Government of the importing country. The two Governments shall consult together on the question, and in so doing they shall take full advantage of the advice of the International Educational Cinematographic Institute.

Article VII.

The International Educational Cinematographic Institute shall prepare as soon as possible and periodically publish a catalogue of the films to which it has issued a certificate in accordance with Article IV.

The catalogue shall also state the decisions taken by the competent authorities of the countries into which importation has been sought. It shall be published in the five official languages of the Institute (English, French, German, Italian, and Spanish) and shall reproduce in respect of each film the information contained in the certificates. It shall be communicated to the Governments of the High Contracting Parties.

The said Parties undertake to encourage, by such means as appear to them to be the most effective, the circulation of the catalogue published by the Institute.

Article VIII.

Nothing in the present Convention shall affect the right of the High Contracting Parties to censor films in accordance with their own laws or to adopt measures to prohibit or to limit the importation or transit of films for reasons of public security or order.

Article IX.

Each High Contracting Party to the present Convention, when signing or acceding to it, may reserve the right to take measures to prohibit or restrict importation for reasons based on the necessity for defending its market against invasion by films of foreign origin.

Each High Contracting Party making use of this reserved right must indicate the reasons for its attitude to the International Educational Cinematographic Institute.

These reasons shall be communicated by the International Educational Cinematographic Institute to the Governments of the States Parties to the Convention.

Article X.

The High Contracting Parties undertake jointly to consider means of reducing to a minimum the restrictions which might interfere with the international circulation of the educational films referred to in Article I.

Article XI.

Disputes as to the interpretation or application of the present Convention, except the clauses of Articles V, VIII, and IX, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

If the High Contracting Parties between which a dispute has arisen, or any one of them, are not parties to the Protocol dated December 16th, 1920, relating to the Permanent Court of International Justice, the dispute shall, if they so desire, be submitted, in accordance with the constitutional rules of each of them, either to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal established in conformity with the Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, or to any other arbitral tribunal.

Article XII.

The High Contracting Parties shall communicate to the International Educational Cinematographic Institute within six months following the coming into force in their territories of the present Convention:

- (a) The names of the organisations entitled to grant exemption from Customs duties in accordance with Article V;
- (b) The measures taken to ensure the execution of the provisions of the present Convention.

The International Educational Cinematographic Institute shall communicate to the High Contracting Parties the information referred to in paragraphs (a) and (b) of this Article.

Article XIII.

The Governing Body of the International Educational Cinematographic Institute shall draw up regulations concerning the procedure to be followed by it in order to carry out the present Convention and the fees to be charged by it for issuing certificates in accordance with Article IV and publishing the catalogue referred to in Article VII. These regulations, including the form of the certificate and the fees to be charged, shall be submitted for approval to the Council of the League of Nations.

Article XIV.

The present Convention, of which both the French and English texts shall be authentic, may be signed at any time before April 11th, 1934, on behalf of any Member of the League of Nations or any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention for this purpose.

Article XV.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who will notify the deposit thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in Article XIV, including the date at which such deposit has been effected.

Article XVI.

On and after April 12th, 1934, any Member of the League of Nations and any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention may accede to it.

The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who will notify such deposit and the date thereof to all the Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in the preceding paragraph.

Article XVII.

The Secretary-General of the League of Nations will draw up a procès-verbal when the ratifications or accessions of five Members of the League of Nations or non-member States have been received.

A certified true copy of this procès-verbal shall be transmitted by the Secretary-General of the League of Nations to all the Members of the League and to all non-member States mentioned in Article XIV.

Article XVIII.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations ninety days after the date of the procès-verbal mentioned in Article XVII. It will come into force on that date.

In respect of each Member or non-member State on whose behalf any instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall come into force ninety days after the date of the deposit of such instrument.

Article XIX.

1. The present Convention may be denounced after the expiration of a period of three years from the date at which it comes into force.

2. The denunciation of the Convention shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Members of the League and the non-member States referred to in Articles XIV and XVI of each notification and of the date of the receipt thereof.

3. The denunciation shall take effect one year after the receipt of the notification.

Article XX.

1. Any High Contracting Party may declare, at the time of signature, ratification or accession, that, in accepting the present Convention, he is not assuming any obligation in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories, or the territories under his suzerainty or territories in respect of which a mandate has been confided to him; the present Convention shall, in that case, not be applicable to the territories named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may subsequently notify the Secretary-General of the League of Nations that he desires the present Convention to apply to all or any of the territories in respect of which the declaration provided for in the preceding paragraph has been made. The Convention shall, in that case, apply to all the territories named in such notification ninety days after the receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time after the expiration of the period of three years provided for in Article XIX, declare that he desires the present Convention to cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories, or the territories under his suzerainty or territories in respect of which a mandate has been confided to him. The Convention shall, in that case, cease to apply to the territories named in such declaration six months after the receipt thereof by the Secretary-General of the League of Nations.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and to the non-member States the declarations and notifications received in virtue of the present Article, together with the dates of the receipt thereof.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva the eleventh day of October one thousand nine hundred and thirty-three, in a single copy, which shall be preserved in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which a certified true copy shall be delivered to all the Members of the League and to non-member States, referred to in Article XIV.

ALBANIE

Lec KURTI.

ALBANIA

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Curtis T. EVERETT.

UNITED STATES OF AMERICA

Under the terms of Article 20 of this Convention, the Government of the United States of America assumes no obligation in respect of the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa and the Island of Guam.

Curtis T. EVERETT.

AUTRICHE

En signant la présente Convention, je déclare que l'Autriche se réserve le droit prévu à l'article IX.

E. PFLÜGL.

AUSTRIA

BELGIQUE

En signant la Convention, le Gouvernement belge se réserve le droit de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation pour des raisons tirées de la nécessité de se défendre contre un envahissement de son marché par des films de provenance étrangère.

Le Gouvernement belge déclare n'assumer aucune obligation en ce qui concerne le Congo belge et le territoire du Rwanda-Urundi.

E. du BOIS.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

Douglas H. HACKING.

INDE

Under the terms of Article XX of this Convention, I declare that my signature is not binding as regards the enforcement of its provisions in the territories in India of any Prince or Chief under the suzerainty of His Majesty.

Brojendra Lal MITTER.

CHILI

En signant la présente Convention, je déclare que le Chili se réserve le droit prévu à l'article IX.

Enrique J. GAJARDO V.

DANEMARK

Conformément à l'article XX, alinéa premier de la Convention, le Danemark n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland.

William BORBERG.

EGYPTE

Mahmoud FAKHRY.

FINLANDE

Rudolf HOLSTI.

FRANCE

Sous la réserve énoncée à l'article IX et en spécifiant que la signature de la Convention n'aura effet qu'à l'égard de la France métropolitaine.

R. MASSIGLI.

GRÈCE

R. RAPHAËL.
A. CONTOUMAS.

HONGRIE

En signant la Convention je réserve, pour mon Gouvernement, le droit, prévu à l'article IX, de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation pour des raisons tirées de la nécessité de se défendre contre un envahissement de son marché par des films de provenance étrangère.

Ladislás De TAHY.

ITALIE

Giovanni Cesare MAJONI.

ITALY

LETTONIE

J. FELDMANS.

LATVIA

MONACO

Xavier RAISIN.

MONACO

NICARAGUA

T. F. MEDINA.

NICARAGUA

NORVÈGE

Hersleb BIRKELAND.

NORWAY

PANAMA

R. A. AMADOR.

PANAMA

POLOGNE

Avec la réserve (prévue à l'article IX) du droit de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation pour des raisons tirées de la nécessité de se défendre contre un envahissement de son marché par des films de provenance étrangère.

E. RACZYNSKI.

ROUMANIA

ROUMANIE

Sous la réserve prévue à l'article IX.

V. V. PELLA.

SWEDEN

SUÈDE

Sous réserve de ratification de Sa Majesté le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag.

K. I. WESTMAN.

SWITZERLAND

SUISSE

C. GORGÉ.

URUGUAY

URUGUAY

Alfredo de CASTRO.

Tulkojums.

Konvencija audzinoša rakstura filmu starptautiskās apgrozības atvieglošanai.

Viņa Majestāte Albānu Karalis; Amerikas Savienoto Valstu Prezidents; Austrijas Republikas Federālais Prezidents; Viņa Majestāte Belģiešu Karalis; Viņa Majestāte Lielbritānijas, Irijas un Britāņu aizjūras dominiju Karalis, Indijas Keizars; Čīles Republikas Prezidents; Viņa Majestāte Dānijas un Islandes Karalis; Viņa Majestāte Ēģiptes Karalis; Somijas Republikas Prezidents; Francijas Republikas Prezidents; Grieķijas Republikas Prezidents; Viņa Gaišā Augstība Ungārijas Karalistes Pavaldonis; Viņa Majestāte Italijas Karalis; Latvijas Republikas Prezidents; Viņa Gaišā Augstība Monakas Princis; Nikaragvas Republikas Prezidents; Viņa Majestāte Norvegijas Karalis; Panamas Republikas Prezidents; Poijas Republikas Prezidents; Viņa Majestāte Rumānijas Karalis; Viņa Majestāte Zviedrijas Karalis; Šveices Federālā Padome; Urugvajas Republikas Prezidents,

Pārliecīnāti par lielo nozīmi, kas piemīt visāda veida audzinošu filmu starptautiskās apgrozības atvieglošanai, kuras veicina tautu savstarpējo saprāšanos saskaņā ar Tautu Savienības mērķiem un šādi sekmē morālisko atbrūnošanos vai kuras ir sevišķi svarīgi iūdzekļi fiziskam, garīgam un morāliskam progresam;

Konstatējot, ka audzinošās filmas nav pietiekšķi pazīstamas un ka viņu starptautiskā izplatišana vēl atdužas uz daudzām grūtībām; levērojot, ka muitas nodokļi ir bieži nopietns šķērslis šo filmu ražošanai un apgrozībai un ka valstis ar to nepanāk kādus ievērojamus finansiālus labumus, iecēla par saviem pilnvarniekiem:

Viņa Majestāte Albānu Karalis:

Lec KURTI kungu, rezidējošo ministru, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības, Amerikas Savienoto Valstu Prezidents:

Curtis T. EVERETT kungu, konsulu Ženēvā.

Austrijas Republikas Federālais Prezidents:

Emerich PFLÜGL kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru, pastāvīgo pārstāvi pie Tautu Savienības.

Viņa Majestāte Belģiešu Karalis:

Eugène Du BOIS kungu, sūtniecības Bernē pirmo sekretāru.

Viņa Majestāte Lielbritānijas, Irijas un Britāņu aizjūras dominiju Karalis, Indijas Keizars:

Lielbritānijai un Ziemeļu Irijai, kā arī visām Britanijas imperijas daļām, kas nav atsevišķi Tautu Savienības locekļi:

Ietot godāto Douglas H. HACKING, P. L., parlamentāro valsts apakšsekretāru Iekšlietu ministrijā.

Indijai:

Seru Brojendra Lal Mitter, K. C. S. I., „Law Member” Indijas generālgubernatora Izpildu padomē.

Čīles Republikas Prezidents:

Enrique J. GAJARDO kungu, Pastāvīga biroja pie Tautu Savienības vadītāju.

Viņa Majestāte Dānijas un Islandes Karalis:

William BORBERG kungu, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Viņa Majestāte Ēģiptes Karalis:

Mahmoud FAKHRY pašu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Francijas Republikas Prezidenta.

Somijas Republikas Prezidents:

Doktoru Rudolf HOLSTI, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Šveices Federālās Padomes, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Francijas Republikas Prezidents:

René MASSIGLI kungu, pilnvaroto ministru, Francijas Ārietiņu ministrijas Tautu Savienības nodalas vadītāju.

Grieķijas Republikas Prezidents:

R. RAPHAËL kungu, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības;

A. CONTOUMAS kungu, Pastāvīgās delegācijas pie Tautu Savienības pirmo sekretāru.

Viņa Gaišā Augstība Ungārijas Karalistes Pavaldonis:

Ladislas TAHY de TAHVĀR et TARKEŌ kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Šveices Federālās Padomes, delegācijas vadītāju pie Tautu Savienības.

Viņa Majestāte Itālijas Karalis:

Giovanni Cesare MAJONI kungu, vēstnieku.

Latvijas Republikas Prezidents:

Jūliju FELDMANA kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru, pie Šveices Federālās Padomes, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Viņa Gaišā Augstība Monakas Princis:

Xavier-John RAISIN kungu, generālkonsulu Ženēvā.

Nikaragvas Republikas Prezidents:

Doktoru Tomás Francisco MEDINA, pilnvaroto ministru, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Viņa Majestāte Norveģijas Karalis:

Peter Hersleb BIRKELAND kungu, sūtniecības padomnieku, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Panamas Republikas Prezidents:

Doktoru Raoul A. AMADOR, rezidējošo ministru.

Polijas Republikas Prezidents:

Eduard RACZYŃSKI kungu, pilnvaroto ministru, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Viņa Majestāte Rumānijas Karalis:

Profesoru V. V. PELLA kungu, pilnvaroto ministru.

Viņa Majestāte Zviedrijas Karalis:

K. I. WESTMAN kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Šveices Federālās Padomes.

Šveices Federālā Padome:

CAMILLE GORGĒ kungu, pirmo nodaļas vadītāju Federālā politiskā departamentā.

Urugvajas Republikas Prezidents:

Doktoru Alfredu de CASTRO, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru pie Šveices Federālās Padomes, pie Viņa Majestātes Beļģiešu Karaļa un pie Viņas Majestātes Holandes Karaliennes;

kuji, uzrādiļuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošiem noteikumiem:

I pants.

Šī konvencija piemērojama filmām, kas domātas tīri audzinošu starptautisku mērķu sasniegšanai, sekojot didaktiskām metodēm, un kas ietilpst vienā no sekojošām piecām kategorijām:

a) filmas, kas nolemtas informēšanai par Tautu Savienības, kā arī par citu, Augsto Lidzēju pusū vispārīgi atzītu starptautisku organizāciju darbību un mērķiem;

b) filmas, kas domātas mācību pasniegšanai visās pakāpēs;

c) arodizglītības un arodizvēles filmas, ieskaitot rūpnieciskās technikas filmas, kā arī filmas par zinātnisko darba organizāciju;

d) zinātnisku vai tehnisku petījumu filmas, vai filmas zinātnes sasniegumu populārizēšanai;

e) higiēnas, fiziskās audzināšanas, sociālās labklājības un apgādības filmas.

II pants.

Augstās Lidzējas Puses atzīst, ka pirmā panta noteikumi piemērojami audzinošām filmām jebkurā no sekojošiem veidiem:

a) apgaismoti negatīvi, attīstīti;

b) apgaismoti pozitīvi, attīstīti.

Šī konvencija piemērojama arī visiem skaņu atdarināšanas veidiem, kā filmu pālpildinošām skaņu platēm un skaņu filmām.

III pants.

Augstās Lidzējas Puses apņemas, noteikot sešiem mēnešiem pēc šīs konvencijas spēkā stāšanās, atbrivot no visiem muitas nodokļiem un no visām papildu nodevām, vienalga, kādas tās būtu, galīgam vai pagaidu importam, transitam un eksportam, starptautiska audzinoša rakstura filmas, kas ir kādas Augstās Lidzējas Puses teritorijā pastāvošā uzņēmuma vai iestādes ražojums.

Šī atbrivošana neattiecas uz tādām nodevām, ko uzlīktu no līkā segt izdevumus, kas cēnušies sakarā ar filmas izrādišanu nacionālām iestādēm saskaņā ar V panta noteikumiem.

Tāpat viņa neattiecas uz tādām citām nodevām, kam preču imports pakļauts visos gadījumos, pat tad, ja preces atbrīvotas no muitas nodokļa, kāda arī būtu preču izceļšanās un veids, kā piemēram, uz statistikas un zīmoga nodevām.

Bez tam Augstās Lidzējas Puses apņemas nepiemērot uz šīs konvencijas pamata no muitas nodokļa atbrīvotām filmām citas vai augstākas iekšējas nodevās, vai arī citus noteikumus, formālītātēs vai ierobežojumus pārdošanas, apgrozības vai citā ziņā, kā tos, kam pakļautas pašu vaisti ražotas audzinošas filmas.

IV pants.

Visas filmas, ieskaitot visus viņas papildinošos skaņu atdarināšanas veidus, kurām pieprasītu bezmuitas ielaišanu saskaņā ar šīs konvencijas noteikumiem, nododamas pārbaudišanai Starptautiskam audzinošā kinēmatografa institūtam, kurš, ja viņš atzīst, ka filmi piemīt starptautisks audzinošs raksturs pirmā panta nozīmē, izsniedz par to aplieciņu XIII pantā paredzētā izpildi rēgiamentā noteiktā veidā.

Ja kāda Augstā Lidzēja Puse iekskata, ka filma, kurai Starptautiskais audzinošā kinēmatografa institūts izsniedzis aplieciņu, neatbilst pirmā panta noteikumiem, tad viņa var pieprasīt, norādot savus iemeslus, filmas otrezēju pārbaudi. Institūts atņem aplieciņu, ja atzīst, ka attiecīgās Lidzējas Puses norādītie iemesli pamato.

V pants.

Šo aplieciņu uzrādot un gadījumā, ja atbrivošana no muitas nodokļa nav jau piešķirta iekšējās iikumdošanas kārtībā, tās valsts muita vai citas ieinteresētās iestādes, kurā grib filmu ievēst, piešķir vajadzīgos atvieglojumus filmas izrādišanai nacionālai iestādei, kam piekrīt iemīt par filmas bezmuitas ielaišanu.

Vienīgi piekritīgai nacionālai iestādei piederas izteikties par jautājumu, vai filma, nemot vērā valsts paidagoģisko sistēmu, ir uzskatāma par audzinošu no šīs valsts redzes stāvokļa un šā iemesla dēļ ielaižama bez muitas saskaņā ar šī konvenciju.

Nacionālā iestāde paziņo savu lēmumu Starptautiskam audzinošā kinēmatografa institūtam.

Saskaņā ar VI panta noteikumiem, šajā ziņā pieņemtais lēmums var būt par priekšmetu domu apmaiņai ieinteresēto valstu starpā.

VI pants.

Gadījumā, ja importētājas valsts iestādes noraida kādas filmas bezmuitas ielaišanu, apstrīdot šīs filmas audzinošo raksturu no šīs valsts nacionālā redzes stāvokļa, tad tās valsts valdība, kurā atrodas filmu ražojušais uzņēmums vai iestāde, var, ja viņa iekskata, ka kulturāli-nacionālu iemeslu dēļ viņa ieinteresēta šīs filmas izplatišanā, piesūtīt draudzigu pieprasījumu importētājai valstij. Abas valdības kopīgi pārbauda jautājumu, izmantojot pie tam pēc iespējas Starptautiskā audzinošā kinēmatografa institūta padomus.

VII pants.

Starptautiskais audzinošā kinēmatografa institūts saistā, cik driz iespējams, un periodiski publicē to filmu katalogu, kurām tas izsniedzis aplieciņas saskaņā ar IV panta noteikumiem.

Šajā katalogā ietverami arī lēnumi, ko pieņemus to zemu piekritīgās iestādes, kurām pieprasīta importēšana. Viņš publicējams Institūta piecās oficiālās valodās (vācu, angļu, spānu, franču, italu); tajā attāltojamas attiecībā uz katru filmu aplieciņas ievertās zipas, un tas piesūtāms Augsto Lidzēju Pusu valdībām.

Minētās Puses apņemas veicināt Institūta izdotā kataloga izplatīšanu visiem līdzekļiem, kuros atzīst par vispiemērotākiem.

VIII pants.

Nekas šajā konvencijā neskar Augsto Lidzēju Pusu tiesību izdarīt filmu cenzuru saskaņā ar viņu pašu likumiem vai spēt solus minēto filmu importa vai transīta aizliegšanai vai ierobežošanai sabiedriskās drošības vai kārtības iemeslu dēļ.

IX pants.

Katra Augstā Lidzēja Puse var, šo konvenciju parakstot vai tai pievienojoties, paturēt sev tiesību spēt solus importa aizliegšanai vai ierobežošanai, kuri pamatojas uz nepieciešamību aizsargāties pret sava tirgus pārlūdināšanu ar ārvalstis ražotām filmām.

Ikvienai Lidzējai Pusei, kas izmanto sev paturēto tiesību, jānorāda savas rīcības iemesli Starptautiskam audzinošā kinēmatografa institūtam.

Starptautiskais audzinošā kinēmatografa institūts paziņo šos iemeslus visām konvencijā piedalīgām valstīm.

X pants.

Augstās Lidzējas Puses apņemas meklēt savā starpā pēc līdzekļiem, kā samazināt līdz minimumam ierobežojumus, kas varētu traucēt pirmā panta minēto filmu starptautisko apgrozību.

XI pants.

Strīdi par šīs konvencijas iztulkošanu vai piemērošanu, izņemot V, VIII un IX panta noteikumus, nododami Pastāvīgai starptautiskai tiesai.

Ja Augstās Lidzējas Puses, kuju starpā izceļas strīds, vai viena no tām, nepiedalās 1920. gada 16. decembra protokolā par Pastāvīgo starptautisko tiesu, tad šo strīdu nodos, pēc viņu vēlēšanās un saskaņā ar ikvienu valsts satversmes noteikumiem, vai nu Pastāvīgai starptautiskai tiesai, vai arī arbitrāžas tiesai, kas sastādīta saskaņā ar 1907. gada 18. oktobra konvenciju par starptautisko konfliktu nokārtošanu miera celā, vai arī jebkurai citai arbitrāžas tiesai.

XII pants.

Augstās Lidzējas Puses paziņo Starptautiskam audzinošā kinēmatografa institūtam sešu mēnešu laikā, skaitot no šīs konvencijas spēkā stāšanās viņu teritorijā:

a) iestāžu nosaukumu, kurām piekrīt izšķirt, saskaņā ar V panta noteikumiem, audzinošo filmu bezmuitas ielaišanu;

b) soļus, kas spēti, lai nodrošinātu šīs konvencijas noteikumu izpildīšanu.

Starptautiskais audzinošā kinēmatografa institūts paziņo Augstām Lidzējām Pusēm šā panta a un b rindkopā paredzētās ziņas.

XIII pants.

Starptautiskā audzinošā kinēmatografa institūta rīcības padome izstrādā rēgiamentu šīs konvencijas izpildīšanas kārtībai, kā arī nosaka nodevās institūtam par IV pantā paredzēto aplieciņu izsniegšanu un VII pantā minētā kataloga izdošanu. Šīs rēgiamenti līdz ar aplieciņas paraugu un uzliekamām nodevām iesniedzami Tautu Savienības padomes apstiprināšanai.

XIV pants.

Šo konvenciju, kurās franču un angļu teksti ir līdzīgi autentiski, var parakstīt līdz 1934. gada 11. aprīlī ikvienu Tautu Savienības locekļu vārdā vai ikvienu valsts vārdā, kas nav viņas loceklis un kam Tautu Savienības padome piesūtījusi šajā no līkā šīs konvencijas norakstu.

XV pants.

Šī konvencija ratificējama. Ratifikācijas dokumenti deponējami pie Tautu Savienības generālsekretāra, kurš deponēšanu notificē visiem Tautu Savienības locekļiem un visām XIV pantā minētām valstīm, kas nav viņas locekļi, norādot dienu, kad deponēšana izdarita.

XVI pants.

Sākot ar 1934. gada 12. aprīli, ikviens Tautu Savienības loceklis un ikvienu valsts, kas nav viņas loceklis un kam Tautu Savienības padome būtu piesūtījusi šīs konvencijas norakstu, var tai pievienoties.

Pievienošanās dokumenti deponējami pie Tautu Savienības generālsekretāra, kas notificē par deponējumu un deponēšanas dienu visiem Tautu Savienības locekļiem un visām iepriekšējā rindkopā minētām valstīm, kas nav viņas locekļi.

XVII pants.

Tākādā būs deponētas ratifikācijas pieci Tautu Savienības locekļu vai tādu valstu vārdā, kuras nav viņas locekļi, Tautu Savienības generālsekretāram par to jāsaraksta protokols.

Tautu Savienības generālsekretārs paziņota katrai Tautu Savienības loceklim un katrai XIV pantā minētai valstij, kas nav viņas loceklis, pa vienam šī protokola piekrīcīgi apliecinātām norakstam.

XVIII pants.

Tautu Savienības generālsekretāram šī konvencija jāregistrē deviņdesmit dienas pēc XVII pantā paredzētā protokola sarakstīšanas dienas, līdz ar ko konvencija stājas spēkā.

Attiecībā uz ikvienu Tautu Savienības locekli vai valstīm, kas nav viņas locekļi, kuju vārdā ratifikācijas vai pievienošanās dokumentu deponē vēlāk, konvencija stājas spēkā deviņdesmit dienā pēc šāda dokumenta deponēšanas.

XIX pants.

1. Šo konvenciju var uzteikt pēc triju gadu notecējuma, skaitot no viņas spēkā stāšanās dienas.

2. Konvencijas uzteikšana izdarāma ar rakstisku notifikāciju, kas adres

4. Tautu Savienības generālsekretārs paziņo visiem Tautu Savienības locekļiem un visām valstīm, kas nav viņas locekļi, saskaņā ar šo pantu saņemtās deklarācijas un notifikācijas un to saņemšanas dienas.

Šo apliecinot, iepriekš minētie pilnvarnieki parakstija šo konvenciju.

Izgatavots Ženēvā, tūkstoš deviņi simti trīsdesmit trešā gada vienpadsmitā oktobrī, vienā pašā eksemplārā, kas uzglabājams Tautu Savienības sekretāriāta archīvā un kura apliecinātus norakstus izsniegs visiem Tautu Savienības locekļiem un visām XIV pantā minētām valstīm, kas nav viņas locekļi.

ALBĀNIJA

Lec KURTI.

AMERIKAS SAVIENOTĀS VALSTIS

Saskaņā ar šās konvencijas 20. pantā noteikumiem Amerikas Savienoto Valstu valdība neuzņemas nekādas saistības attiecībā uz Filipīnu salām, Virdžīnijas salām, Amerikas Samoa un Guamas salu.

Curtis T. EVERETT.

AUSTRIJA

Parakstot šo konvenciju, es deklarēju, ka Austrija patur sev IX pantā paredzēto tiesību.

E. PFLÜGL.

BELĢIJA

Parakstot šo konvenciju, Belģijas valdība patur sev tiesību spērt soļus importa aizliegšanai vai ierobežošanai, kuri pamatojas uz nepieciešamību aizsargāties pret sava tirgus pārplūdināšanu ar ārziņēm ražotām filmām.

Belģijas valdība paziņo, ka viņa neuzņemas nekādu saistību attiecībā uz Belģijas Kongo un Ruanda-Urundi teritoriju.

E. du BOIS.

LIELBRITANIJA un ZIEMĒLĪRIJA, kā arī visas Britānijas Imperijas daļas, kas nav atsevišķi Tautu Savienības locekļi.

Douglas H. HACKING.

INDIJA

Saskaņā ar šās konvencijas XX pantu es deklarēju, ka, piemērojot viņa noteikumus, mans paraksts nesaista tās Indijas teritorijas, kas pieder kādam princim vai valdniekam zem Viņa Majestātes suzerinītātēs.

Brojendra Lal MITTER.

ČILE

Parakstot šo konvenciju, es deklarēju, ka Čile patur sev IX pantā paredzēto tiesību.

Enrique J. GAJARDO V.

DĀNIJA

Saskaņā ar konvencijas XX panta pirmo rindkopu Dānija neuzņemas nekādas saistības attiecībā uz Grenlandi.

William BORBERG.

ĒGIPTE

Mahmoud FAKHRY.

Valdības rīkojumi un pavēles.

Apstiprināti Ministru kabineta
s. g. 10. septembra sēdē,
Rīgā, 1935. g. 12. septembrī.
Valsts kancelejas direktors

D. Rudzīts.

Pārgrozījumi un papildinājumi 1935. g. 27. jūnijā apstiprinātā „Virsmežniecību sadalījumā takses šķirās“.

1935. g. 27. jūnijā apstiprinātā „Virsmežniecību sadalījumā takses šķirās“ („Valdības Vēstnesis“ 1935. g. 146. num.) izdarīt sekojošus grozījumus un papildinājumus:

Bērzsipeles virsmežniecībā:

2. nodalījumā — Līvberzes nov. papildināt ar „kv. 22“.
3. nodalījumā — Līvberzes nov. papildināt ar „kv. 40—90“.

Engures virsmežniecībā:

1. nodalījumā — 11 iec. mežn. papildināt ar:

„Druviņa, Āža un Kaziņa apgaitas“.

Inčukalna virsmežniecībā:

2. nodalījumā — Stāles-Iļķenēs nov. iešpiestā „kv. 38—50“ vietā likt: „kv. 48—50“.

Strīpot: „Allažu nov. kv. 1—10, 13—15, 17—23, 25—32“.

3. nodalījumā — papildināt ar „Allažu nov. kv. 1—10, 13—15, 17—23, 25—32 un Carnikavas novada pārējā daja“.

Viljākas virsmežniecībā:

3. nodalījumā — strīpot: „un Eglavas“.
2. nodalījumā — papildināt: „un Eglavas nov.“

SOMIJA

Rudolf HOLSTI.

FRANCIJA

Rezervējot IX pantā paredzēto tiesību un noteicot, ka konvencijas parakstīšana attiecas vienīgi uz pašu Franciju.

R. MASSIGLI.

GRIEKIJA

R. RAPHAËL.
A. CONTOUMAS.

UNGĀRIJA

Parakstot konvenciju, es paturu savai vaidībai IX pantā paredzēto tiesību spērt soļus importa aizliegšanai vai ierobežošanai, kuri pamatojas uz nepieciešamību aizsargāties pret viņas tirgus pārplūdināšanu ar ārziņēm ražotām filmām.

Ladislás de TAHY.

ITALIJA

Giovanni Cesare MAJONI.

LATVIJA

J. FELDMANS.

MONAKA

Xavier RAISIN.

NIKARAGVA

F. F. MEDINA.

NORVEGIJA

Hersleb BIRKELAND.

PANAMA

R. A. AMADOR.

POLIJA

Rezervējot IX pantā paredzēto tiesību spērt soļus importa aizliegšanai vai ierobežošanai, kuri pamatojas uz nepieciešamību aizsargāties pret sava tirgus pārplūdināšanu ar ārziņēm ražotām filmām.

E. RACZYŃSKI.

RUMĀNIJA

Ar IX pantā paredzēto rezervi.

V. V. PELLA.

ZVIEDRIJA

Rezervējot Viņa Majestātes Zviedrijas Karāla ratifikāciju ar Riksdaga piekrišanu.

K. I. WESTMAN.

ŠVEICE

C. GORGÉ.

URUGVAJA

Alfredo de CASTRO.

Sadalījuma teksta beigas papildināt ar:
„Piezīme. Ja lietkoku takse izrādītos zemāka par attiecīgu sugu malkas koku taksi, tad pieņemama malkas koku takse.“

Sie grozījumi un papildinājumi spēkā ar izsludināšanas dienu.

Rīgā, 1935. g. 30. augustā.

Zemkopības ministrs J. Birznieks.
Mežu departamenta direktors J. Ozols.

Apstiprināt

1935. g. 14. augustā.

Zemkopības ministrs J. Birznieks.

Instrukcija

par mežu resora darbinieku dienesta apģērba veidu, iegādi un valkāšanu.

1. Izpildot dienesta pienākumus, sekošiem mežu resora darbiniekim obligātoriski jāvilkā dienesta apģērbs; virsmežiniekiem, mežziniekiem, mežziņa amata kandidātiem, virsmežsargiem un mežsargiem:

1. piezīme. Augšā minētām amata personām dienesta apģērba valkāšana atļauta arī ārpus dienesta pienākumu piildīšanas.

2. piezīme. Minēto amatu darbinieki, kas skaitās dienestā uz brīvā līguma, obligātoriski valkā tikai formas cepuri. Tāpat amata cepuri vien, izpildot dienesta pienākumus, valkā: auto ūsoferi, pastāvīgie materiālu laukumu pārziņi un sargi.

2. Dienesta apģērbs mežu resora darbiniekim sastāv no vasaras un ziemas cepures, svārkiem, biksēm un mēteja.

26. rīkojums

1935. g. 14. septembrī.

Ārvalstu laukstrādnieku izpelnītās algas apmaiņa ārzemju valūtā.

Ar š. g. 19. septembrī visiem Latvijā nodarbinātiem ārvalstu laukstrādniekiem dēļ izpelnītās algas apmaiņas ārzemju valūtā — izvešanai vai izsūtīšanai uz ārzemēm — jāgriežas Latvijas lauksaimniecības kameras darba birojs, kuru saraksts pievienots šeit klāt.

Latvijas lauksaimniecības kameras vaiūtas birojs atrodas: Rīgā, Elizabetes ielā 63, tālr. 30986 un 26454.

Pielikumā: saraksts.

Valūtas komisijas priekšsēdētājs Dinsbergs.

Biroja vadītājs Grinbergs.

Latvijas lauksaimniecības kameras darba biroju saraksts un adreses.

Biroju nosaukums	Atbildīgo darbinieku uzvārds, adrese, tālrunis un pieņemšanas dienas
Aizputes Asares	V. Ābele, Aizputē, Atmodas ielā 31, tālr. 123, piejēm katru dienu, agr. P. Kivelītis, Subatē, Tirgus lauk. — pirmdienās; Slatē, Pagasta namā — trešdienās; Aknītē, Daugavpils ielā, Stīķinu namā, tālr. 31 — otrdienās; Asarē — ceturtā, piektd., sestd.
Bauskas Daugavpils Dobeles Dundagas	E. Vagulans, Bauskā, Brīvības bulv. 3, tālr. 179, katru dienu. A. Krievāns, Daugavpili, Teātra ielā 8, tālr. 88, katru dienu. A. Cimermanis, Dobelē, Zaļā ielā 8, tālr. 85, katru dienu. E. Mālkains, pagasta valdē, ugunsapdrošināš. b-bas telpās, tālr. 57, trešdienās.
Dzērbenes Ērgļu Guībenes Ilūkstes Jaunjils Jelgavas Lāudonas Liepājas Limbažu Madonas Neretas Priekules Rēzeknes Rīgas Rūjienas	Milda Krauklis, Dzērbenes Lauksaimniekos, tālr. 24, katru dienu. K. Sviķis, Ērgļu pag. Smitājos, tālr. Ērgļi 66, sestdienās. A. Špat, Guībenē, Rīgas ielā 46, tālr. 122, katru dienu. M. Sproģis, Ilūkstē, Subates ielā 3, tālr. 20, katru dienu. P. Retelis, Jaunjili, biedrības namā, tālr. Jaunjils 101, piektdienās. P. Kalniņš, Jelgavā, Katoļu ielā 60, tālr. 860, katru dienu. M. Tukmanis, Lāudonā, Brīvības ielā 3, tālr. 90, katru dienu. P. Pūris, Liepājā, Raiņa ielā 2, tālr. 787, katru dienu. V. Bušmanis, Limbažos, Čēsu ielā 6, tālr. 48, katru dienu. Z. Nēders, Rīgas ielā 3, katru dienu. M. Hartmanis, Neretā, Kooperatīvā, tālr. 6, katru dienu. R. Gulbis, Pārtikas biedrībā, Priekulē, tālr. 9, otrdienās un piektdienās. J. Danovskis, Rēzeknē, Atbrivošanas alejā, tālr. 81, katru dienu. R. Kugelbergs, Rīgā, Parka ielā 1a, tālr. 26517, katru dienu. E. Breditis, Rūjienā, Upes ielā 7, tālr. 14, otrdienās, piektdienās un sestdienās.
Saldus Seces Skrundas Talsu	J. Zarīņš, Saldū, Kalpaka ielā 8, tālr. 10, kat

7. Bikses visiem darbiniekiem vienādās — pamatkrāsa pelēki zila ar gaiši zaju tūka iekantējumu vīlē.

8. Mētelis — pamatkrāsa pelēki zila; apkakle ar gaiši zaju tūka iekantējumu. Aprocēm un muguras saitēm gaiši zaju tūka iekantējumi. Pogas tādas pašas kā svārkiem. Uz pleciem uzpleči pēc ieņemamā amata.

Piezīme. Kalpotājiem, kas dežurē iekšējās telpās, mētelis nepiešķiras.

9. Amata pakāpu atzīmei nēsājami tumši zāla samīta uzpleči ar gaiši zaju tūka iekantējumu; garuma attiecība pret platumu 12:5 cm, augšdajā balta metalla poga ar mazo valsts gerboni. Uz uzpleciem amata pakāpu atzīmei uzšūti balti ozola lapu vaiņadziņi 2 cm caurmērā, pēc ieņemamā amata:

- a) virsmežziņiem — 2 vaiņadziņi;
- b) mežziņiem un skolotājiem — 1 vaiņadziņš;
- c) mežziņa amata kandidātiem — samta uzpleči bez vaiņadziņa;
- d) virsmežsargiem — uzpleči no pelēki zilas drēbes ar gaiši zaju tūka iekantējumu; garuma attiecība pret platumu 12:5 cm ar vienu 6 mm platu sudraba uzšūtu leņķi uzpleča ārējā galā;
- e) mežsargiem, kalpotājiem-zīnnešiem, ūveicariem — uzpleči kā virsmežsargiem, bet bez sudraba auduma uzšuvuma.

10. Obligātoriski valkājamā dienesta apgērbam mežu resora vietējiem darbiniekim no 8.—20. kat. departaments izsniedz par brīvu dienesta apgērba drēbi un citus apgērba piederumus, pie kam šūnas izdevumus darbinieks samaksā pats. Ja 8.—20. kat. darbinieks, kas saņemis uz valsts rēķinu iegādātu apgērbu vai cepuri, atstāj pirms apgērba gabala valkāšanas laika notecečanas dienesta nozari, tad norēķināšanās jāizdara saziņa ar Likuma par Valsts civildienesta nolikuma XVI pieļuka grozījumu 8. pantu.

Piezīme. Darbiniekam, kam obligātoriski jāvilkā tikai cepure, departaments piemaksā Ls 6.—.

11. Līdzekļus apgērba iegādei Mežu departaments paredz katrai gadu budžeta kārtibā.

12. Dienesta apgērba gabaliem noteikts šāds lietošanas laiks, skaitot no dienas, kad izsniegtā apgērba drēbe:

- a) cepurei 2 gadi,
- b) svārkiem 2 "
- c) biksēm 1 gads,
- d) mētelim 4 gadi.

13. Dienesta apgērbs jāuzturbīnācīgā kārtibā, kam seko amata personas padotibas kārtibā.

14. Formas tērps obligātoriski jāvilkā no 1935. g. 1. oktobra.

Rīga, 1935. g. 13. augustā.

Mežu departamenta direktors J. Ozols.
Administr. nod. vadītājs P. Ruiga.

Pārgrožījumi rīkojumā par 1935. g. ražas linu un kaņepāju šķiedras iepirkšanas cenām.

Rīkojumā par 1935. g. ražas linu un kaņepāju šķiedras iepirkšanas cenām („Valdības Vēstneša“ 1935. g. 136. num.) 3. un 6. pantu izteikt šādi:

3. Nodoto linu un kaņepāju šķiedru ražotājam jāiesniedz pagasta valdes aplieci. Aplieci bājauzrāda katrā saimniecībā 1935. g. ražotās linu un kaņepāju šķiedras daudzums kilogramos un arī tas, kā nododamā šķiedra tiešām ražotāja ipašums un ražota viņa saimniecībā Latvijā. Bez tam aplieci bājauzrāda ražotāja pagasta nodokļu parāds un Zemkopības ministrijas izsniegto līnsēku parāds par 1933., 1934. un 1935. gadu.

6. No izmaksājamās summas jāietur pagasta valdes aplieci bājauzrāda ražotāju parādi ar tādu aprēķinu, lai vismaz pusi no nodotās linu un kaņepāju šķiedras vērtības ražotājs saņemtu uz rokas skaidrā naudā. No parādu dzēšanai ieturētās summas puse attiecināma pagasta nodokļu un puse līnsēku parādu deldēšanai. Izdarītie atvilkumi jāieraksta linu un kaņepāju šķiedras pieņemšanas zīmēs, izdarot par to atzīmi arī uz pagasta valdes aplieciem.

Finanču ministrs L. Ēķis.
Valsts saimniecības departamenta direktors J. Skujevics.

99. rīkojums

1935. g. 16. septembrī.

Ievedmuitas tarifā nemīnēto preču muitošana, saskaņā ar Muitas tar. vispārējo noteikumu 10. pantu.*)

1. Preču saraksts:

312. „Termīt“, kas sastāv galvenā kārtā no alumīnija (pulvera veidā), dzelzs oksīda (skaidrās un pulveri) un dzelzs smalkumiem (skaidrās un pulveri), ievests 5 līdz 10 kg smagos maiņos, muižojams kopā ar šīnīs maiņos iesainotiem mangāna sārniem apm. 50 g, tērauda skaidrām apm. 240 g, vienu apm. 25 mm Ø asbesta platiti (dažus gramus smaga) un vienu apājas naglas veidigu sprūgu, apm. 20 g smagu pēc 143. p. 1. pkta

II. Līdz ar šo atcelts uz muitas tarifu vispārējo noteikumu 10. panta pamata izdots 1928. g. 337. rīk. 96. pkts, kas izsludināts „Vald. Vēstn.“ 256. numurā.

III. Bez tam vēl atcelti sekojoši rīkojumi, kas izdoti uz muitas tarifa 112. p. 9.b pkta pamata: 1928. g. 148. rīk. 5. pkts, izsludin. „Vaid. Vēstn.“ 109. num., 1930. g. 184. rīk. 117. pkts, izslud. „Vald. Vēstn.“ 173. num., 1933. g. 66. rīk. 222. pkts, izslud. „Vald. Vēstn.“ 119. num.

*) Iepriekš. 1935. g. 89. rīkoj. izslud. „Vald. Vēstn.“ 1935. g. 182. numurā.

IV. Šis rīkojums stājas spēkā 1935. g. 18. septembrī.

Pamat. Muitas tarifu vispārējo noteikumu 10. pants un Tirdzniecības un rūpniecības dep. 1935. g. 10. septembrī, 27. augusta un 2. jūlija raksti R. M. 2.

Finanču ministrs L. Ēķis.

Muitas departamenta direktors Arn. Landovskis.

100. rīkojums

1935. g. 13. septembrī.

Papildinājums preču un materiālu sakāstā, kuras Superfosfātu fabrika Milgrāvi, pie Rīgas a/s var saņemt bez muitas un akcīzes (167. rīk. 1928. g., 175., 271., 289., 306. rīk. 1929. g., 105., 183., 229. rīk. 1930. g., 126., 196. rīk. 1931. g., 55. rīk. 1932. g., 12., 49., 56., 70., 74., 131., 152. rīk. 1933. g., 2. rīk. 1934. g.).

Preču un materiālu sakāstu, kuras Superfosfātu fabrika Milgrāvi, pie Rīgas a/s var saņemt bez muitas un akcīzes, papildināt ar keramiskām caurulēm un keramiskiem izstrādājumiem no lāsētas (akmeņu) masas (ievedmuitas tar. 73. p. 1., 2., 3., 4.a un 4.b pkts.).

Šis rīkojums stājas spēkā 1935. gada 18. septembrī.

Finanču ministrs L. Ēķis.
Muitas departamenta direktors Arn. Landovskis.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Izlabojums.

„Valdības Vēstneša“ š. g. 183. numurā ievietotā instrukcijā pie likuma par Latvijas tirdzniecības un rūpniecības kameru 5. panta pēdējās 2 rindiņas izlabojamas šādi: iespiestā „Ja darbība atklāta pēc 1. jūlija, iemaksu no kapitāla izdara 1/2% apmērā.“ vietā jālasa:

„Ja darbība atklāta pēc 1. jūlija, iemaksu no kapitāla izdara pusapmērā.“

Tirdzniecības nodajas vadītājs (paraksts).

Revidents Aug. Celmiņš.

Meklēt izbeigto personu 1633. saraksts.

35857. Bieza Jānis. 46065/35.
35858. Bieza Jānis. 46064/35.
35859. Bieza Jānis. 46065/35.
35860. Ezergailis Arturs - Aleksandrs. 46501/35.
35861. Kovalenoks Osipjs (Jāzeps). 40167/33.
35862. Kreslovska Olga. 25378/28.
35863. Lakmanis Vilhelmine. 45938/35.
35864. Milns Kārlis. 46198/35.
35865. Pallo Krišjānis. 46392/35.
35866. Ugorenko Jāzeps. 2501/28.
35867. Vičiņš Marija. 46568/35.

Rīga, 1935. g. 14. septembrī.

Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks J. Silarājs.
Darbvedis Hūns.

Māksla.

Nacionālā opera. Otrdien, 17. sept., tautas izrādē „Pīkā dāma“. Piedāvās E. Pukna, H. Lūse, N. Olande-Sūce, N. Vasīlievs u. c. Dirigents T. Reiters. — Trešdien, 18. septembrī, tautas izrādē „Demons“. Galvenās lomās G. Pērkone, H. Lūse, A. Kaktiņš, T. Matiss, J. Niedra u. c. Dirigents T. Reiters. — Ceturtādien, 19. sept., pirmā strādnieku izrāde „Karmena“, ar M. Brechmani-Stengeli, N. Olandi-Sūci, N. Vasīlievu galvenās lomās. Strādniekiem, uzrādot arodībriku biedru kartes, ieejas maksā no Ls 0,20—1,—, iekaitot garderobi.

Nikola ja Orlova klavieškoncerts Nacionālā operā piektien, 20. septembrī, pulksten 20. Programmā Brāmsa Sonāta f-mollā, Šuberts-Lists, Sopēns, Skrābīns, Balakirevs, Vitols, Skarlati. Studentiem, skolniekiem, kāvīiem un aizsargiem puscēnas.

Balleta „Korsara“ pirmizrāde Nacionālā operā sestdien, 21. septembrī. Balletu iestudējusi ballete īstādētāja H. Birzniece. Dirigents J. Kalniņš. Dekorātors L. Liberts. Derīga pirmizrāžu abonementa 1. bijete.

Nacionālais teātris. Otrdien, 17. septembrī, pulksten 19.30 „Skroderdienas Silmačos“ ar Līliju Stengeli. — Trešdien, 18. septembrī, pulksten 19.30 lētā izrādē „Labi vārti“. — Ceturtādien, 19. septembrī, pulksten 19.30 „Skroderdienas Silmačos“ ar Līliju Stengeli. — Piektādien, 20. sept., pulksten 19.30 pirmā reizi „Senču aicinājums“ R. Lāča luga 3 cēlēnos 13. aīnās. Režisors A. Alksnis. Dekorātors V. Valdmanis. Derīga abonementa 2. bijete. Bijetes dabūjamas.

Dalies teātris. Otrdien, 17. septembrī, dziesmu spēle „Fasaka“. Puscēnas. — Trešdien, 18. septembrī, tautas luga „Vecais pilsētkungs“. Puscēnas. — Ceturtādien, 19. sept., lētā izrādē „Sēsi mazi budzinieki“. — Piektādien, 20. sept., tautas luga „Vecais pilsētkungs“. Puscēnas.

KURSI.

Rīgas biržā 1935. gada 17. septembrī.

Devizes:

1 Amerikas dollars	3,06—3,16
1 Anglijas mārciņa	15,06—15,36
100 Francijas franku	20,21—20,41
100 Beļģijas belgu	52,00—53,00
100 Sveices franku	100,00—101,00
100 Itālijas liru	25,00—26,00
100 Zviedrijas kronu	77,75—79,75
100 Norveģijas kronu	75,75—77,75
100 Dānijas kronu	67,25—69,25
100 Austrijas šilingu	61,00—63,00
100 Čehoslovākijas kronu	12,70—13,10
100 Holandes guldeņu	207,50—209,50
100 Vācijas marku	123,00—123,80
100 Somijas marku	6,60—6,90
100 Igaunijas kronu	83,00—85,00
100 Polijas złotu	57,80—59,00
100 Lietuvas litu	51,70—52,10
100 Dancigas guldeņu	57,80—59,00

Vērtspapīri:

60% Zemes bankas kīlu zīmes
Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs P. Roite.

Zvērināts biržas māklēris P. Rupners.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 8 lapas puses.

mājsaimniecību „Piragi“ ar zemes grām. reg. 12580. num., pilnā sastāvā, apm. 21,005 ha platībā ar ēkām;

2) nekustamā manta novērtēta publiskai izsolei pilnā sastāvā par Ls 6038,— no kādas sunnas arī sāksies izsole, pieņem

Jelgavas apgabalt. Bauskas apr. tiesu izpild. Arvids Viņants (kanceleja Bauska, Pils iela 48) paziņo, ka:

1) Ieļices pagastvārdes valsts un pašvaldības nodokļu prasības apmierināšanai 1935. g. 20. novembrī plkst. 10, Jelgavas apgabaltieses sēžu zālē pārdos pirmsākā publiskā izsole Jānim Mārtiņu d. Rūsim piederošo nekustamo mantu, Bauskas apr. Ieļices pag. no Kaučiņdes mužas atdalito zemes gabalu ar nosaukumu "Purvinī" un ar zemes grāmatu reg. 13311. num., pilnā sastāvā, apm. 15,85 ha platībā ar ēkām;

2) nekustamā manta novērtētā publiskai izsolei pilnā sastāvā par Ls 4101,—, no kādas summas ari sāksies izsole, pieņemot tomēr Civilproc. nol. 1293. p.;

3) nekustamā manta apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 2200,— ar proc.;

4) solitājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāiesniedz Tieslietu ministrijas aplieciņa, ar kuru atjauts iegūt nekustamo mantu;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Jelgavas Bauskas zemesgrāmatu nodala.

Personām, kam uz pārdomā nekustamā mantu ir tiesības, kas novērš tās publisko pārdošanu, tās jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Bauskas apr. tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltieses civilnod. 18773 Bauskā, 1935. g. 14. septembrī.

Tiesu izpild. A. Viņants.

Ieļicas apgabaltieses Liepājas apr. 1. iec. tiesu izpild. Ž. Kīnens (kanceleja Liepājā Dzintaru ielā 9), pamatojoties uz Civilproc. nolik. 1283. līdz 1290. p., paziņo, ka 1936. g. 3. aprīļi plkst. 10 Liepājas apgabaltieses sēžu zālē pārdos pirmsākā publiskā izsole Jāņa Jāņa d. Latufupa nekustamo mantu, Pirtnieku 87F mājas, atdalitas no Kalētu un Mazkrūtes mužas, aptver 15,16 ha, kas atrodas Liepājas apr. Kalētu pagastā un ierakstīta Liepājas Aizputes zemes grāmatu nodajā ar hipotēku 4397. num.

Nekustamā manta novērtētā pilnā sastāvā par Ls 3257,—, un to pārdomā Valsts zemes bankas sabiedrībai Ls 2000,— un Kārlīm Feldmanim Ls 1770,—.

Soliņa sāksies, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p., no novērtēšanas summas Ls 3257,— vai no priekšrocīgu prasību summas, skatoties, kura būs augstākā.

Tiesības, kas nekustamās mantas pārdošanu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Bauskas apr. tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltieses civilnod. 18773 Bauskā, 1935. g. 14. septembrī.

Tiesu izpild. A. Viņants.

Liepājas apgabaltieses Liepājas apr. 1. iec. tiesu izpild. Ž. Kīnens (kanceleja Liepājā Dzintaru ielā 9), pamatojoties uz Civilproc. nolik. 1283. līdz 1290. p., paziņo, ka 1936. g. 3. aprīļi plkst. 10 Liepājas apgabaltieses sēžu zālē pārdos pirmsākā publiskā izsole Jāņa Jāņa un Aneles Gorenko nekustamo mantu, pilnā sastāvā, kas atrodas Liepājas apr. Skaistas pag., Brencišķu sādā, ierakstītas zemes grāmatu reg. 1619. num., 9. grunts, 2,178 ha platībā;

Nekustamā manta novērtētā pilnā sastāvā par Ls 6854,—, un to pārdomā Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai par Ls 202,56 ar proc. un izpild. izdev.

Nekustamā manta ir hipotēku parādi Valsts zemes bankai Ls 3300,—.

Soliņa sāksies, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p., no novērtēšanas summas Ls 6854,— vai no priekšrocīgu prasību summas, skatoties, kura būs augstākā pārdošanas dienā.

Soliņam jāiemaksā drošības nauda Ls 685,40 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Tiesības, kas nekustamās mantas pārdošanu nepielaiž, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdomāmās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties pie tiesu izpildītāja vai apgabaltieses civilnodajās kan-

celejā. 149/34. 18347

Liepāja, 1935. g. 9. septembrī.

Tiesu izpildītājs Ž. Kīnens.

Liepājas apgabaltieses Liepājas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs Ž. Kīnens (kanceleja Liepājā Dzintaru ielā 9), pamatojoties uz Civilproc. nolik. 1283. līdz 1290. p., paziņo, ka 1936. g. 3. aprīļi plkst. 10 Liepājas apgabaltieses civilnod. sēžu zālē pārdos pirmsākā publiskā izsole Lepiņa Ernesta d. Siksni, ati Siksni, nekust. mantu Kalētu Sisen-Sullum mājas, aptver 17,20 ha, kas atrodas Liepājas apr. Kalētu pag. un ierakstīta Liepājas-Aizputes zemesgrāmatu nod. ar hipotēkas 1331. num.

Nekustamā manta novērtētā pilnā sastāvā par Ls 3138,—, un to pārdomā Valsts zemes bankas Teodora Antoniški, Ernesta Mikelsona un citu prasību apmierināšanai par Ls 2567,46 ar proc. un izpild. izdev.

Nekustamā manta ir hipotēku parādi Valsts zemes bankai Ls 5300. Otrais Liepājas savstarpejai kreditdarbībai Ls 2000 un Izei Grinfelds Ls 4000.

Soliņa sāksies, saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. un 1326. p., no novērtēšanas summas Ls 3138 vai no priekšrocīgu prasību summas, skatoties, kura būs augstākā pārdošanas dienā.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošības naudas Ls 313,80 un jāiesniedz tiesību ministra atļauja pārdomāmās nekustamās mantas iešanai.

Soliņam jāiemaksā drošī